



Notes d'information

La réaction européenne face à l'instabilité et les menaces dans les États du Sud de la Méditerranée et au Proche-Orient

Rédigées par M. Kārlis Bukovskis, directeur adjoint de l'Institut letton des affaires internationales

En raison des changements géographiques, climatiques, politiques, démographiques et économiques, le Proche-Orient a, à de nombreuses occasions, été l'épicentre de nouveaux conflits. Le début de ce millénaire a été marqué par d'importants changements inattendus, tant dans les États du Sud de la Méditerranée qu'au Proche-Orient. À partir de 2014, l'émergence de nouveaux acteurs ayant des ambitions régionales et mêmes mondiales marque une nouvelle étape dans les relations entre l'Europe et ses voisins du Sud et du Proche-Orient. Ces nombreux changements ont façonné dans la région un espace politique de plus en plus complexe, caractérisé à moyen et long terme par des conflits cycliques ou de longue durée, plutôt que par une paix durable. Dans plusieurs États, on a pu identifier certaines tendances qui sont examinées ci-après.

Les **évolutions démographiques et économiques** ont contribué à une croissance rapide de la population dans plusieurs pays de la région, et ont par là même créé un besoin de changements structurels et économiques majeurs. L'incapacité de plusieurs États de créer un marché du travail plus inclusif pour les jeunes, s'est soldée par un taux élevé de chômage de longue durée et un important mécontentement social. Des partis islamistes peuvent dès lors tirer profit de cette situation pour atteindre leurs objectifs politiques. Leurs plateformes économiques, axées sur la justice sociale, représentent en effet un attrait pour les masses populaires démunies. En Syrie et en Libye, deux pays qui connaissent une situation des plus mouvementées, plus de 50 % de la population a moins de 34 ans et le taux de chômage dans certains groupes sociaux dépasse d'environ 30 % celui d'avant les guerres civiles¹. Les structures économiques des États dépendent de produits de faible valeur ajoutée (matières premières, produits agricoles) et les capacités de production dans ces secteurs sont faibles en raison des chocs politiques, des changements climatiques et de l'absence de produits d'exportation. Cette situation, exacerbée par la pauvreté et la pénurie d'eau potable, multiplie les problèmes internes, et contribue ainsi à la grogne populaire envers les régimes au pouvoir. De surcroît, les pays occidentaux et les pays les plus stables de la région, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, se sont avérés incapables d'assurer les effets à long terme de leurs projets de coopération au développement, en raison d'une planification à court terme et d'une gestion inefficace. Ceci n'améliore pas la situation.

Le **mécontentement politique** a été provoqué non seulement par l'incapacité des élites politiques nationales de trouver des solutions aux contradictions intérieures, mais en plus, il a été habilement utilisé par les acteurs étrangers, y compris des groupes religieux radicaux. Le "Printemps arabe", avec l'enthousiasme et les espoirs de voir naître une nouvelle communauté démocratique qu'il a pu susciter dans les pays européens et les populations arabes, s'est transformé en "Hiver arabe". Une stabilité

¹ Libye. *CIA World Factbook*, 2015, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ly.html>; Syrie. *CIA World Factbook*, 2015, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html>



relative et même une démocratisation sont observées dans certains pays comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Liban, la Jordanie, Oman, le Koweït, la Mauritanie, l'Arabie saoudite. D'autres pays connaissent une situation politique plus instable, comme l'Égypte, le Yémen, le Bahreïn et plus particulièrement la Libye, la Syrie, l'Irak et le Soudan. La déception et l'incapacité de trouver de nouveaux éléments qui auraient pu consolider l'identité nationale, ont renforcé le pouvoir des extrémistes religieux. La réussite ou l'échec du "Printemps arabe" et le vide politique, provoqué par l'incapacité des gouvernements ou des institutions de transition d'acquiescer une légitimité aux yeux de la majorité, ont conduit à la situation actuelle dans plusieurs pays du Sud de la Méditerranée et du Proche-Orient.

La **lutte contre les changements** est devenue un phénomène central dans les conflits régionaux et a même généré de nouvelles forces politiques et militaires qui défendent ouvertement l'approche orthodoxe, non seulement à l'égard de la religion, mais aussi à l'égard de l'économie, de l'ordre social et de la politique. Le printemps arabe et la diffusion des idées, promue par les technologies modernes, ont conduit à l'éclosion de nouveaux courants dans les communautés islamiques traditionnelles. Les conséquences du printemps arabe dans les pays relativement stables expliquent pourquoi des organisations extrémistes, comme Al-Qaïda et ses affiliés, tentent de s'imposer sur l'ensemble de la région et participent activement à l'aggravation de la situation dans les pays les moins stables, qui souffrent de conflits internes et sont ravagés par des guerres civiles. L'intensification des activités des fondamentalistes religieux et d'Al-Qaïda coïncide non seulement avec les processus démographiques et économiques, mais aussi politiques. Autrement dit, afin de maintenir leur position dans la lutte contre les valeurs politiques modernes et libérales, de plus en plus populaires, les idées intégristes doivent obtenir une représentation plus large, notamment au niveau gouvernemental. La région est, par conséquent, traversée par une lutte contre-révolutionnaire contre des idées modernes et libérales qui ne sont pas uniquement diffusées par les pays européens, mais qui ont aussi déjà été adoptées par certains pays du printemps arabe. La popularité croissante des idées radicales est plus particulièrement observée dans les régions et les pays dévastés par des guerres de longue durée, où l'absence de pouvoir consolidé a aggravé les tensions sociales, la pauvreté, l'injustice et les frictions entre sunnites et chiites. L'islamisme radical se répand non seulement sous la forme de l'information, mais aussi par le biais de la guerre conventionnelle.

L'État islamique illustre de manière exceptionnelle comment de telles méthodes politiques et militaires radicales peuvent être utilisées pour renforcer l'intégrisme islamique. L'EIL (État islamique en Irak et au Levant), alias "État islamique en Irak et en Syrie" (ISIS, pour reprendre l'acronyme anglais), qui s'est autoproclamé "califat mondial" et nommé "l'État islamique" en 2014, constitue aujourd'hui un défi majeur, non seulement pour les pays arabes, mais aussi pour la communauté musulmane mondiale, l'Union européenne et de nombreux autres pays qui s'opposent à la légitimation et au renforcement d'une nouvelle force religieuse ayant un impact politique potentiellement durable et de grande envergure. Outre l'Union européenne et les États-Unis, 59 autres pays ont montré leur opposition, y compris par des moyens militaires, à l'État islamique, mettant ainsi en évidence l'importance de la menace posée par l'État islamique pour la politique mondiale. Cette formation terroriste préconise l'application de la Loi de la charia dans toutes les sphères de la vie, afin de restaurer dans le monde arabe les conditions de vie qui existaient à l'aube de l'Islam. L'État islamique se positionne comme l'unique, et la mieux organisée des forces politiques, économiques et militaires dans la région, en faisant appel à l'unité mondiale des musulmans et à la nécessité de réviser la géographie politique issue de la première guerre mondiale ; en offrant un leader unificateur symbolique – le calife Abu Bakr al-Baghdadi, qui prétend être un descendant du prophète Mohammed ; en cultivant la perception de l'Europe et des États-Unis comme ennemis ; et en appliquant la force brute contre des civils pacifiques et des musulmans modérés.



Les menaces posées par la politique de l'État islamique ont plusieurs origines. Doté d'une organisation interne quasi-étatique, l'EIIL ne peut être considéré comme une simple organisation terroriste, même si un nombre important d'États puissants le classifient comme tel dans la liste des organisations terroristes. Le mouvement salafiste (mission wahhabite) de l'État islamique fait partie du monde sunnite radical, dont les groupes de même philosophie se trouvent au sein d'Al-Qaïda, ainsi qu'en Arabie saoudite. Les estimations des forces de l'État islamique diffèrent grandement, variant de 32 000 à 200 000 combattants². Doté d'une propagande puissante, d'un véritable système de gouvernance, d'un système juridique et économique, ainsi que d'une capacité d'approvisionnement alimentaire pour nourrir près de 8 millions d'habitants qui résident dans son vaste domaine de gouvernance³, l'État islamique a réussi à constituer une résistance remarquable face à de nombreux acteurs politiques plus puissants, non seulement dans la région, mais également dans des zones qui se trouvent hors de la portée des armes modernes à sa disposition. L'État islamique a réussi à radicaliser et à recruter des milliers de personnes, des personnes issues non seulement de régions ravagées par la guerre, mais également de pays riches et démocratiques d'Europe.

La question des **"combattants étrangers"** est devenue d'actualité en 2014, après qu'on ait identifié, dans l'Union et d'autres États, les modes de recrutement de nouveaux adeptes et combattants pour l'EIIL. À cette menace des "combattants étrangers", s'ajoute de surcroît celle des cellules islamistes et des individus radicalisés dans toute l'Union européenne, comme nous l'ont rappelé les attentats de 2015. Grâce à sa propagande, ses accomplissements et sa discipline de type totalitaire, qui semble attirer beaucoup de gens désorientés, l'EIIL a pu recruter des renforts pour ses activités en Irak et en Syrie, ainsi que pour ses actions terroristes dans l'Union européenne. Ceci a été confirmé par les attentats terroristes début 2015, à Paris, dans les bureaux du journal Charlie Hebdo en janvier, et à Copenhague en février. Le terrorisme intérieur est de retour sur l'agenda de l'Union européenne avec des niveaux de menaces et des informations sur les attaques empêchées, qui font aujourd'hui partie des actualités hebdomadaires. Ces risques sont renforcés par les flux migratoires vers l'Europe, en provenance du Proche-Orient, ainsi que des zones de conflits au Sud de la Méditerranée. Stopper l'afflux d'immigrants est de plus en plus souvent évoqué, non seulement comme une nécessité économique et sociale, mais aussi comme une condition sine qua non pour assurer la sécurité. Après avoir acquis une expérience militaire dans l'État islamique ou d'autres groupes de combattants, les combattants reviennent en Europe, en particulier en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Allemagne et deviennent des menaces potentielles pour les citoyens européens. C'est ainsi que l'État islamique et ses combattants sont aujourd'hui géographiquement et opérationnellement plus proches de l'Europe que n'importe quelle autre organisation islamique, y compris Al-Qaïda ou les talibans, ne l'a jamais été.

Les défis que représentent l'État islamique pour l'Union européenne et la communauté internationale en termes de sécurité, de flux migratoires et de géopolitique, sont significatifs. L'État islamique a créé un contre-pouvoir aux méthodes de guerre conventionnelle utilisées par les forces de la coalition dirigée par les États-Unis, le gouvernement irakien ou le régime du président syrien Bachar el-Assad. Ayant conforté ses positions en Irak et en Syrie, l'EIIL pourrait s'étendre aux pays limitrophes et même à la Tchétchénie et à l'Afghanistan. L'État islamique, en s'autoproclamant "califat mondial", représente également un défi pour d'autres organisations musulmanes internationales. Si l'EIIL atteint ses objectifs militaires et politiques, il risque d'attirer de plus en plus d'adeptes. En

2 Patrick Cockburn. War with Isis: Islamic militants have army of 200,000, claims senior Kurdish leader. *The Independent*, 16.11.2014., <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/war-with-isis-islamic-militants-have-army-of-200000-claims-kurdish-leader-9863418.html>

3 Graeme Wood. What ISIS Really Wants? *The Atlantic*, 2015, <http://www.theatlantic.com/features/archive/2015/02/what-isis-really-wants/384980/>



réaction, d'anciens adversaires se sont unis dans la lutte contre cet adversaire commun que représente l'EEIL : des factions kurdes ; les États-Unis qui reconsidèrent leur approche relative à l'Iran et son programme nucléaire... Les États membres de l'UE sont bien conscients de l'importance d'assurer la stabilité et le renforcement des régimes islamiques modérés dans les pays du Sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient, qui servent d'exemples aux pays actuellement ravagés par la violence. Fournir un soutien politique, axé sur des projets, aux pays stables de la région est ainsi capital, afin de réduire l'attrait des idées exprimées par l'État islamique et de réduire les flux migratoires en provenance d'autres pays déstabilisés.

L'Union pour la Méditerranée et la Dimension méridionale de la politique européenne de voisinage constituent des formats multilatéraux essentiels pour façonner et renforcer nos relations avec les pays du Proche-Orient et du Sud de la Méditerranée. L'Union européenne fait de plus en plus usage de ces formats d'interaction politique et a commencé à associer ses approches traditionnelles à une coopération fondée sur l'intégration, économique et politique, avec des éléments de pouvoir normatif. La revitalisation de l'Union pour la Méditerranée est un sujet d'actualité à la lumière de l'objectif fixé – d'établir une affiliation politique avec les pays du Sud de la Méditerranée et du Proche-Orient et de les impliquer dans des processus européens. L'élément géopolitique de la politique européenne de voisinage a été constant ; mais aujourd'hui il est aussi lié à la nécessité de créer une zone de sécurité à l'intérieur et autour de l'Europe.

Points de discussion :

1. Comment ébranler l'attrait exercé par l'État islamique sur les personnes désorientées ?
2. Les régimes relativement stables des États du “Printemps arabe“, continueront-ils à se libéraliser ? Resteront-ils stables ?
3. Était-ce une erreur de soutenir le “Printemps arabe” en Syrie et en Libye ?
4. La promesse d'une intégration économique avec l'UE est-elle suffisante pour les États de la région ?
5. L'institutionnalisation de l'Union pour la Méditerranée a-t-elle répondu aux attentes en termes de coopération ?
6. La réduction des flux migratoires en provenance de zones de conflits est-elle un objectif réaliste ?
7. Les aspects technologiques et la restriction de l'utilisation gratuite d'Internet au nom de la lutte contre le terrorisme.
8. Est-il possible de dé-radicaliser et de réintégrer les combattants étrangers dans la société européenne ?
9. Quel sera le rôle futur des Kurdes dans la politique en Irak et en Syrie après la défaite de l'État islamique ?
10. Comment l'UE doit-elle réagir à l'accès au pouvoir de partis islamistes par le biais scrutins démocratiques (Frères musulmans, Hamas) ?

